



Paris, le 8 juillet 2026

Rapport annuel 2025 de la balance des paiements Un déficit courant quasi stable, à 11,6 milliards d'euros en 2025

En 2025, le déficit des transactions courantes s'établit à 11,6 Mds€, après - 9,3 Mds€ en 2024. Cette quasi-stabilité masque des évolutions contraires : l'allègement de la facture énergétique soutient le solde extérieur mais est plus que compensé par la dégradation du solde des biens hors énergie et le repli de l'excédent des services.

- Le déficit des échanges de biens se réduit légèrement, à 58,0 Mds€ après 61,4 Mds€ en 2024, quasi exclusivement du fait de l'allègement de la facture énergétique, qui recule à 44,2 Mds€, contre 53,0 Mds€ en 2024. Le solde des biens hors énergie se détériore, notamment dans les secteurs agricole et agroalimentaire, tandis que les matériels de transport bénéficient de la reprise des exportations aéronautiques.
- Le relèvement des droits de douane américains semble, à ce stade, se traduire surtout par une recomposition sectorielle et géographique des flux, plutôt que par une baisse globale des exportations françaises. Les effets de report des exportations chinoises vers la France restent limités et concentrés sur certains produits.
- L'excédent des échanges de services se replie à 45,4 Mds€, après 50,8 Mds€ en 2024, traduisant une normalisation progressive après les niveaux exceptionnellement élevés du début de la décennie. Il demeure toutefois nettement supérieur à son niveau d'avant la crise sanitaire.
- Le solde des revenus reste proche de l'équilibre, à 1,0 Md€, après 1,4 Md€ en 2024. La dégradation persistante des revenus d'investissements de portefeuille, liée à la position extérieure nette négative et aux effets retardés du resserrement monétaire, est compensée par des revenus d'investissements directs toujours élevés et par une amélioration du solde des revenus des autres investissements.
- La position extérieure nette continue de se dégrader et atteint -29,7 points de PIB. La part des titres de dette de l'État détenue par les investisseurs étrangers atteint 56,1%.

Le présent rapport porte sur les données de l'année 2025. Il ne prend donc pas en compte les développements intervenus depuis le début de 2026, notamment les inflexions récentes de la politique commerciale américaine ni les conséquences économiques des tensions

1/2

géopolitiques au Moyen-Orient. Ces dernières pourraient affecter la balance des paiements au premier semestre de 2026, en particulier via un renchérissement de l'énergie et des matières premières.

Les premiers éléments disponibles pour 2026 ne suggèrent toutefois qu'un effet limité à ce stade des tensions au Proche et Moyen-Orient sur les voyages ou le solde des biens français. Sur la base des hypothèses des [prévisions de la Banque de France publiées le 16 juin 2026](#), le solde des transactions courantes se dégraderait légèrement sur l'ensemble de l'année 2026, à -0,6 % du PIB après -0,4 % en 2025. Cette évolution résulterait principalement du creusement du déficit des revenus secondaires, notamment sous l'effet de la hausse des contributions françaises au budget de l'Union européenne, tandis que le solde des biens et services resterait globalement stable.

Le renforcement durable du compte courant renvoie à plusieurs nécessités :

- Celle de réduire le besoin de financement du secteur public (hors investissement public) afin d'orienter les flux financiers vers les investissements porteurs de gains de croissance à long terme (IA, transition énergétique, etc.) et de mieux préparer l'économie aux chocs futurs plutôt que de les consacrer au paiement de la charge d'intérêts sur la dette publique.
- Celle de faire face aux recompositions structurelles mises en évidence par la balance des paiements : dépendance accrue aux technologies d'IA, exposition aux marchés américains, essor des flux numériques et dégradation de la position extérieure nette.
- Celle d'assurer la transition énergétique, les statistiques de la balance des paiements mettant en évidence la dépendance persistante aux énergies fossiles et croissante aux technologies et aux intrants critiques nécessaires à la transition.
- Celle enfin de résister à la fragilisation de certains secteurs traditionnellement contributeurs au solde extérieur, en particulier l'agriculture et l'agroalimentaire.

→ Des informations complémentaires ainsi que des séries statistiques téléchargeables sont consultables sur le site internet de la Banque de France.

Les résultats détaillés font l'objet du [rapport annuel sur la balance des paiements](#).

À propos de la Banque de France :

Institution indépendante, la Banque de France a trois grandes missions : la stratégie monétaire, la stabilité financière, les services à l'économie. Elle contribue à définir la politique monétaire de la zone euro et la met en œuvre en France ; elle contrôle banques et assurances et veille à la maîtrise des risques ; elle propose de nombreux services aux entreprises et aux particuliers.

Visitez notre site internet www.banque-france.fr

Suivez nous    